

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 02 juillet 2026

Les envois de fonds (*remesas*) vers le Mexique se sont élevés à 25,3 Md USD au cours des cinq premiers mois de 2026, en hausse de 2,8 % sur un an.

Selon les registres de la Banque centrale (Banxico), la croissance de 2,8 % enregistrée au cours des cinq premiers mois de l'année représente la meilleure performance pour une période janvier-mai depuis 2023.

Les revenus issus des *remesas* ont atteint en mai leur niveau le plus élevé depuis octobre 2025 (5,6 Md USD), enregistrant quatre mois consécutifs de croissance (après une baisse de 1,4 % g.a. en janvier).

La bonne performance observée depuis le début de l'année 2026 marque une reprise significative après le repli observé en 2025. Ce rebond des envois de fonds résulterait de la reprise sur le marché du travail américain et de la baisse du taux de chômage des migrants mexicains établis aux Etats-Unis.

Pour rappel, les envois de fonds ont reculé de plus de 4 % en 2025, à 62,5 Md USD, marquant leur plus forte contraction depuis 2009 et mettant fin à 11 années consécutives de croissance.

### LE CHIFFRE A RETENIR

**2,8 %**

Hausse annuelle des *remesas* perçues par le Mexique entre janvier et mai 2026

# Mexique

## Conjoncture macroéconomique

Les États-Unis ont officiellement engagé le processus de révision de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (T-MEC ou ACEUM), en refusant le 1er juillet de prolonger automatiquement sa durée de seize ans et en privilégiant un mécanisme de révisions annuelles jusqu'en 2036. Cette décision, annoncée lors de la première réunion de la Commission de libre-échange de l'accord, n'entraîne pas la résiliation de l'ACEUM, qui demeure pleinement en vigueur, mais ouvre un cycle de négociations régulier entre les trois partenaires. Selon le représentant américain au commerce, Jamieson Greer, cette approche vise à permettre un réexamen périodique de l'accord afin de répondre aux priorités américaines, notamment en matière de sécurité économique, de règles d'origine et de réduction des déficits commerciaux. La prochaine réunion bilatérale entre le Mexique et les États-Unis est prévue le 20 juillet à Mexico. Le gouvernement mexicain a indiqué que ce scénario était anticipé et a souligné que le traité continuerait de s'appliquer jusqu'en 2036. Le ministre de l'Économie, Marcelo Ebrard, a déclaré que « *si les États-Unis avaient voulu quitter l'accord, ils l'auraient déjà fait* », insistant sur le fait que la décision américaine ne remettait pas en cause la pérennité de l'ACEUM mais activait simplement le mécanisme de révision prévu à l'article 34.7. Les autorités mexicaines entendent concentrer les discussions sur la suppression des droits de douane américains appliqués au titre de la section 232 sur l'acier, l'aluminium et le secteur automobile, le maintien des règles d'origine actuelles et le renforcement de l'intégration productive régionale afin de réduire la dépendance vis-à-vis des importations en provenance d'Asie. L'annonce n'a pas suscité de réaction notable des marchés financiers, les investisseurs ayant largement intégré ce scénario. Les autorités mexicaines estiment que les révisions annuelles devraient principalement porter sur le renforcement des chaînes d'approvisionnement nord-américaines, la sécurité économique et les secteurs stratégiques, dans un contexte où les États-Unis cherchent à favoriser la relocalisation de certaines activités industrielles au sein de la région.

**Les exportations mexicaines ont progressé de presque 23 % entre janvier et mai en variation annuelle, atteignant 317Md USD.** Il s'agit de la plus forte progression depuis 2021 et en excluant l'effet rebond post-pandémie, la meilleure performance depuis 2010. Les exportations ont enregistré quatre mois consécutifs de croissance annuelle à deux chiffres depuis le début de l'année, d'après l'Institut National de Statistique et de Géographie (INEGI). En mai les exportations ont augmenté de plus de 25 % en

variation annuelle mais ont cependant reculé de 0,5 % sur un mois, marquant la première contraction mensuelle depuis novembre 2025, ce qui pourrait refléter une normalisation du dynamisme observé en début d'année, combinée à une faible performance des exportations manufacturières automobiles. En mai 2026, les exportations de produits manufacturés ont enregistré une hausse annuelle de 25 %, portées par le dynamisme des exportations manufacturières non automobiles, qui ont progressé de 38 %. En revanche, les exportations automobiles ont reculé de 2,2 % sur un an, résultant d'une baisse de 3,5 % des ventes vers les États-Unis compensée partiellement par une hausse de 5,7 % des ventes vers d'autres marchés.

**Les économistes du secteur privé ont abaissé leur prévision d'inflation à 4,2 % à fin 2026, contre 4,35 % un mois plus tôt, tout en continuant d'anticiper une hausse des prix supérieure à la cible de la Banque centrale du Mexique (Banxico).** Selon l'enquête de conjoncture publiée par Banxico en juin, cette révision reflète la récente modération de l'inflation, tandis que les anticipations d'inflation sous-jacente ont également été revues à la baisse, de 4,22 % à 4,18 %. Malgré cette amélioration, l'inflation demeurerait au-dessus de la cible de 3 % ± 1 point fixée par Banxico, conduisant les analystes à anticiper un maintien du taux directeur à 6,5 % jusqu'à la fin de l'année. Les perspectives de croissance restent quant à elles inchangées, avec une progression du PIB attendue autour de 1,1 % en 2026 et 1,8 % en 2027, des niveaux inférieurs aux prévisions du ministère des Finances (SHCP). Les répondants attribuent cette faible dynamique à la persistance de contraintes structurelles, en particulier l'insécurité et les faiblesses de l'État de droit, auxquelles s'ajoutent les incertitudes liées à la révision de l'Accord États-Unis–Mexique–Canada (T-MEC ou ACEUM), susceptibles de peser sur l'investissement privé. Si les données d'activité d'avril suggèrent un léger redressement au début du T2, le climat des affaires demeure prudent : 53 % des spécialistes estiment que les conditions actuelles ne sont pas propices à l'investissement et les préoccupations liées à la politique commerciale extérieure figurent désormais parmi les principaux risques pesant sur les perspectives économiques du pays.

## Sectoriel

**Les investissements dans les centres de données pourraient atteindre 82,5 Md USD au Mexique d'ici 2031.** Tiré par la diffusion de l'intelligence artificielle et du cloud, le secteur pourrait générer près de 98 000 emplois durant la phase de construction et 35 000 emplois d'exploitation. A ce stade, le Mexique dispose de 279 MW de capacité installée, auxquels s'ajoutent 205 MW en construction et 1 730 MW de projets annoncés. Les capacités demeurent fortement concentrées à Querétaro (72 % du total national). Le développement du secteur reste toutefois contraint par les capacités du réseau et les délais administratifs : selon MexDC, la réalisation d'un

centre de données requiert près de cinq ans entre les autorisations, les travaux et la mise en service, tandis que les coûts d'installation seraient quatre fois supérieurs à ceux observés au Brésil. Avec une cinquantaine de centres de données, contre plus de 5 400 aux États-Unis, le potentiel de développement du marché mexicain demeure significatif.

**Les ventes de véhicules légers au Mexique ont atteint un niveau inédit au premier semestre 2026.** Selon l'INEGI, plus de 750 000 unités ont été vendues entre janvier et juin, en hausse de 5,3 % g.a., dépassant le précédent record observé en 2017. Cette performance intervient dans un environnement pourtant marqué par le ralentissement de l'activité économique et les incertitudes entourant la renégociation de l'Accord Canada-Etats-Unis-Mexique (T-MEC ou ACEUM). Nissan demeure le premier constructeur du marché, devant General Motors et Volkswagen, tandis que les marques chinoises poursuivent leur montée en puissance, portées par une offre toujours plus compétitive. Cette concurrence accrue se traduit par une intensification des campagnes promotionnelles des constructeurs, tandis que le développement du crédit automobile continue de soutenir la demande. Au-delà de la progression des volumes, ce premier semestre de 2026 confirme l'attractivité du marché mexicain et l'intensification des pressions concurrentielles qui s'y exercent. Le Mexique s'affirme ainsi comme un marché stratégique pour les constructeurs, où se jouent simultanément les enjeux de compétitivité et d'innovation.

## Finances publiques

**Le solde budgétaire s'est avéré meilleur que prévu entre janvier et mai 2026 grâce à une plus forte maîtrise des dépenses publiques tandis que les recettes fiscales ont enregistré leur première baisse sur la période depuis 11 ans.** Les dépenses publiques ont augmenté par rapport à l'an dernier (+2,3 % entre mai et janvier) mais sont restées inférieures au montant approuvé pour la période. En particulier, l'entreprise nationale pétrolière (Pemex) et la Commission fédérale d'Electricité (CFE) ont dépensé moins de ressources que prévu, ce qui a contribué à ce que les équilibres budgétaires affichent un résultat plus favorable qu'anticipé. Le respect des objectifs budgétaires a principalement reposé sur une sous-exécution des dépenses, plutôt que sur un renforcement des recettes budgétaires, qui ont enregistré une baisse réelle annuelle de 1,8 %, entre janvier et mai. D'après le Service d'Administration fiscale (SAT), les recettes fiscales ont en particulier chuté de 1,4 % g.a. sur la période, soit leur premier recul depuis 2011, dans un contexte de baisse de la croissance (-0,6 % g.t. au T1 2026). Les prévisions de croissance du ministère des Finances (SHCP) sur lesquelles reposent les projections budgétaires apparaissent très optimistes au regard des précisions de la Banque centrale et des organismes internationaux, ainsi

que du consensus de marché. Le déficit budgétaire est resté inférieur aux prévisions entre janvier et mai en raison de la sous-exécution des dépenses mais il pourrait se creuser davantage si les dépenses publiques se maintiennent aux niveaux prévus et si les recettes continuent à se contracter.

**Le gouvernement mexicain a apporté l'équivalent de 5,74 Md USD de soutien financier à Pemex au cours du S1 2026 afin de renforcer sa liquidité et de lui permettre de faire face à ses échéances de dette.** Selon le rapport trimestriel de l'entreprise transmis à la *Securities and Exchange Commission* (SEC) américaine, ces injections de capital, en hausse de 6,2 % par rapport à la même période de 2025, ont principalement servi à couvrir les remboursements de dette du T1, en complément des financements levés sur les marchés. À fin mars, la trésorerie de Pemex atteignait environ 14,1 Md USD, contre 13,5 Md USD à fin 2025, tandis que les dettes envers les fournisseurs reculaient de 14 %, à 21,4 Md USD. Malgré cette amélioration de sa position de liquidité, Pemex reconnaît qu'elle continuera de dépendre du soutien de l'État, des flux de trésorerie générés par ses activités, des lignes de crédit disponibles et d'opérations de refinancement pour couvrir ses besoins de financement en 2026. Dans ce contexte, l'entreprise a nommé Elizabeth González Garduño au poste de directrice financière afin d'accompagner sa stratégie de redressement, fondée notamment sur le développement de partenariats avec le secteur privé pour relancer la production d'hydrocarbures. Cette nomination intervient alors que la compagnie, dont la dette avoisine 80 Md USD, fait face à un recul de sa production (1,65 million de barils par jour à fin mars, soit environ -6 % depuis le début du mandat de la présidente Claudia Sheinbaum) et poursuit sa restructuration financière avec le soutien du gouvernement fédéral.

## Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	02/07/2026
Bourse (IPC)	1,46%	14,97%	67 247,79 points
Change MXN/USD	-2,34%	-6,92%	17,50
Change MXN/EUR	0,40%	-9,86%	20,00
Prix du baril mexicain	-6,70%	2,45%	63,10

# Amérique centrale

## Belize

**Le Belize et l'État mexicain du Quintana Roo étudient une connexion entre le Tren Maya et le port de Belize afin de renforcer les échanges commerciaux avec la Caraïbe.** Les discussions portent également sur l'utilisation du Belize comme porte d'entrée vers le marché de la CARICOM pour les exportations mexicaines, ainsi que sur le développement de projets industriels conjoints destinés à améliorer l'intégration économique régionale.

## Costa Rica

**Le Costa Rica reste en retard sur la transformation numérique de son administration, selon l'OCDE.** Le pays a obtenu un score de 0,45 à l'indice de l'administration numérique 2025, qui mesure l'utilisation par les pouvoirs publics des outils digitaux et leur efficacité, contre une moyenne de 0,70 pour les pays de l'OCDE. Toutefois le pays progresse de +0,23 point par rapport à 2023. L'OCDE salue notamment l'adoption d'une stratégie nationale d'IA et la création d'une structure institutionnelle dédiée à la gouvernance numérique. Elle relève cependant des lacunes dans l'ouverture des données publiques et le manque de standards communs pour la conception de services publics numériques.

**Le retour du phénomène climatique El Niño menace la filière agricole, pilier de l'économie costaricienne.** Selon l'Institut Météorologique National (IMN), El Niño devrait toucher le Costa Rica au second semestre 2026 jusqu'à début 2027, avec une baisse des précipitations et une hausse des températures (jusqu'à +2 °C). Les agriculteurs craignent que cela affecte les productions de café, de canne à sucre, de maïs, de palmier à huile, de légumes et l'élevage. Plusieurs organisations agricoles exigent que le gouvernement renforce les dispositifs de stockage d'eau, d'irrigation, d'ouverture de puits etc. Pour rappel, le secteur agricole et agroalimentaire représente près de 10 % du PIB du Costa Rica (4,5 % de l'agriculture et 5,1 % de l'industrie agroalimentaire), emploie 10 % de la main-d'œuvre costaricienne et utilise 35,5 % du territoire.

## El Salvador

Le Salvador reste le pays d'Amérique centrale ayant attiré le moins d'investissements directs étrangers (IDE) en 2025, avec 764 M USD, selon la CEPAL. Les flux d'IDE ont reculé de 27 % sur un an, les services (68 % des investissements) et l'industrie manufacturière (32 %) restant les principaux secteurs bénéficiaires malgré un repli des capitaux. Les annonces de nouveaux projets d'investissement ont par ailleurs chuté de 93 % sur un an. Plusieurs nouveaux projets concernent les secteurs pharmaceutique, des télécommunications, des composants électroniques et des matériaux de construction.

## Guatemala

Le fonds de subvention aux carburants au Guatemala pourrait être épuisé dès début juillet, après la consommation d'environ 70% des 2 Md GTQ ( $\approx 260$  M USD) alloués en sept semaines. Les autorités estiment toutefois que la récente baisse des cours internationaux du pétrole, favorisée par l'apaisement des tensions au Moyen-Orient, devrait progressivement se répercuter sur les prix à la pompe, réduisant la nécessité de prolonger le dispositif.

Le projet de budget 2027 du Guatemala prévoit près de 19,1 Md GTQ ( $\approx 2,48$  Md USD) pour des infrastructures prioritaires, dont la modernisation des ports, des routes et du réseau ferroviaire. Les crédits doivent notamment permettre de poursuivre les études et de lancer les premières phases de projets développés avec le Corps des ingénieurs de l'armée américaine (USACE), dans le cadre d'investissements pluriannuels destinés à renforcer la compétitivité du pays.

## Honduras

Les exportations de café hondurien ont dépassé 2,05 Md USD de recettes et 6,04 millions de quintaux au cours de la campagne 2025-2026, se rapprochant d'un nouveau record. Les autorités tablent désormais sur près de 7 millions de quintaux exportés d'ici la fin de la récolte, contre un objectif initial de 6,5 millions, ce qui renforcerait encore les recettes en devises du pays.

## Nicaragua

La croissance du PIB nicaraguayen a atteint 6,1% au premier trimestre 2026, malgré le recul de plusieurs secteurs clés, notamment la pêche (-10%) et l'agriculture (-

**2,4%**). Selon la Banque centrale, l'expansion de l'activité a été soutenue par la hausse de la production minière, la construction et le commerce, tandis que les contre-performances des secteurs primaire et électrique mettent en évidence des fragilités structurelles.

## Panama

**Dix ans après sa mise en service, l'extension du canal de Panama a plus que doublé les recettes de l'infrastructure et renforcé sa contribution à l'économie panaméenne.** Inauguré en 2016, le troisième jeu d'écluses a permis d'accueillir des navires de plus grande capacité, augmentant ainsi la valeur ajoutée et la rentabilité du canal. Pour l'exercice budgétaire 2026, les recettes devraient atteindre 5,2 Mds USD, contre 2,5 Mds USD en 2016 (+108 %), pour un trafic supérieur à 11 493 transits. Les transferts au Trésor panaméen devraient, quant à eux, passer de 1,0 Md USD à 3,2 Mds USD sur la même période (+215 %), portant la contribution directe du canal à 3,4 % du PIB. Cette progression s'explique notamment par la montée en puissance du transport de gaz naturel liquéfié (GNL), de produits énergétiques, de véhicules et de conteneurs, segments pour lesquels les nouvelles écluses ont permis d'accroître significativement la capacité de transit.

**Le Panama et le Costa Rica rejoignent l'initiative américaine Pax Silica pour renforcer la coopération dans les semi-conducteurs et l'intelligence artificielle.** Cette initiative vise à renforcer la résilience et la sécurité des chaînes d'approvisionnement dans ces secteurs stratégiques, dans un contexte de rivalité technologique croissante entre les États-Unis et la Chine. Elle prévoit notamment le développement de programmes de coopération en matière de recherche, de formation et de normalisation afin de favoriser l'émergence de standards communs. Dans ce cadre, le Département d'État américain financera au Panama un projet d'intelligence artificielle destiné à moderniser les procédures logistiques et douanières. L'Union européenne figure également parmi les partenaires de l'initiative, qui ambitionne de structurer une coopération internationale autour des technologies critiques.

# Caraïbes

## Barbade

**La Barbade lance une nouvelle initiative pour améliorer l'accès des pays vulnérables au financement du développement et de l'adaptation climatique.** En partenariat avec le Fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) pour le développement international, les autorités barbadiennes ont présenté le pacte « *Vulnerability to Viability* » (V2V), qui s'inscrit dans le prolongement de l'Initiative de Bridgetown portée par la Première ministre Mia Mottley. Ce mécanisme vise à réformer les modalités de financement des pays membres du *Climate Vulnerable Forum*, en facilitant leur accès à des ressources concessionnelles et à des financements de plus long terme, mieux adaptés à leurs priorités de développement et de résilience face au changement climatique. Le dispositif cible en priorité les secteurs de l'eau, de l'éducation et de la santé. Il réunit d'ores et déjà plusieurs banques multilatérales de développement, dont la Banque de développement des Caraïbes, la Banque africaine de développement, la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale et le Fonds international de développement agricole. Un livre blanc précisant les modalités de mise en œuvre du V2V doit être présenté en octobre, à l'occasion des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale.

## Cuba

**La dépréciation du peso limite les effets de la revalorisation des salaires.** Dans le cadre des 176 mesures annoncées pour soutenir l'économie, les autorités cubaines ont présenté plusieurs dispositions destinées à améliorer les revenus des travailleurs. La principale consiste en une réforme des rémunérations dans le secteur public, qui concernerait environ 51 % des travailleurs. Elle prévoit notamment le relèvement du salaire minimum de 2 100 à 3 210 pesos cubains (CUP), soit entre 87,5 USD à 133,8 USD au taux de change officiel (1 USD = 24 CUP), ainsi qu'une révision des grilles salariales. Toutefois, compte tenu de la forte dépréciation du peso sur le marché informel, ce nouveau salaire minimum ne représenterait qu'un peu plus de 5 USD par mois. Les autorités ont également annoncé la suppression des autorisations préalables pour le pluriemploi, la possibilité, dans certains cas, d'exercer une activité en télétravail depuis l'étranger, ainsi que le versement d'une indemnité équivalente à un mois de salaire aux travailleurs du secteur non étatique perdant leur emploi. En avril 2026, le salaire mensuel moyen dans le secteur public s'est établi à 7 074,1 CUP (environ 294,8 USD), en hausse de 8,5 % sur un an (contre 6 519 CUP en avril 2025). Au taux du marché informel, il équivaut toutefois à environ 11 USD par mois,

illustrant l'érosion du pouvoir d'achat liée à la dépréciation de la monnaie nationale. Les rémunérations les plus élevées sont observées dans la construction (15 267 CUP), suivie de l'approvisionnement en électricité, gaz et eau (13 160,6 CUP), de la science et de l'innovation technologique (10 457,4 CUP) et des services aux entreprises, activités immobilières et de location (10 313,3 CUP), seuls secteurs où le salaire moyen dépasse 10 000 CUP mensuels. À l'inverse, les salaires les plus faibles sont enregistrés dans le commerce et la réparation d'effets personnels (4 757,6 CUP), l'hôtellerie-restauration (5 198,0 CUP) et l'industrie sucrière (5 254,0 CUP).

## Dominique

**Le FMI appelle la Dominique à renforcer sa discipline budgétaire malgré une croissance robuste (+4,5 % g.a. en 2025), à l'issue de sa consultation au titre de l'article IV.** L'économie dominiquaise a enregistré une croissance de +4,5 % en 2025 (contre +3,5 % en 2024) portée par la reprise du tourisme et les investissements en infrastructures. Elle devrait s'établir à 3,1 % en 2026 selon les estimations du Fonds. L'inflation, qui a ralenti à 2,3 % en 2025, devrait repartir à la hausse en 2026, en raison des tensions sur les prix du pétrole. Le déficit courant demeure élevé (38 % du PIB) et la dette publique reste supérieure au seuil régional de référence (103 % du PIB, contre 60 %). Le FMI recommande de maintenir un excédent primaire d'environ 3,4 % du PIB afin de stabiliser la dette publique et de reconstituer des marges de manœuvre face aux chocs externes. Parallèlement, les autorités annoncent un durcissement du programme de citoyenneté par investissement : les nouveaux bénéficiaires devront désormais effectuer une visite physique en Dominique avant d'obtenir leur citoyenneté.

## Haïti

**La décision rendue le 25 juin 2026 par la Cour suprême des États-Unis dans l'affaire *Mullin v. Doe*, qui confirme la possibilité de mettre fin au statut de protection temporaire (TPS), pourrait avoir des effets délétères sur l'économie haïtienne.** La Cour suprême a statué que le gouvernement pouvait mettre fin au TPS pour les Haïtiens, protection humanitaire instaurée après le séisme du 12 janvier 2010 dont bénéficient environ 350 000 Haïtiens. Les tribunaux inférieurs doivent désormais modifier leur décision pour acter formellement la fin du TPS, ce qui devrait prendre environ 30 jours. Cette décision expose ces centaines de milliers de personnes à la perte de leur droit de travailler et éventuellement à leur expulsion du territoire. Cela entraînera mécaniquement une baisse significative des envois de fonds, dont dépendent des millions de familles en Haïti. Selon la Banque mondiale, ces envois de fonds auraient représenté 16 % du PIB haïtien en 2024. La part de ces transferts dans le PIB pourrait diminuer de plusieurs points de pourcentage, entraînant par là-même une diminution de la création de richesses en Haïti. Le Fonds monétaire international (FMI) a estimé qu'une baisse de 10 % des envois de fonds entraînerait une baisse de 0,5 % du PIB.

## République Dominicaine

**Avec une croissance de l'économie dominicaine de 4,7 % g.a. en mai 2026, la croissance pour 2026 pourrait dépasser les dernières prévisions.** Comme les mois précédents, la croissance en mai 2026 est portée par le secteur de la construction (+ 7,1 %), le secteur minier (+6,4 %) ainsi que les services (+5,3 %). Au sein des services, les secteurs qui affichent la plus forte croissance sont les services professionnels (+8,3 %), les services financiers (+8,2 %), l'enseignement (+7,7 %) et la catégorie hôtels, bars et restaurants (+6,2 %). Si la manufacture domestique (hors zones franches) continue de croître (+2,9 %) mais moins vite que le reste de l'économie, à l'inverse, la manufacture en zones franches décroît de 4,1 %. Ainsi, sur les cinq premiers mois de l'année, l'économie dominicaine a crû de 4,2 %, soit nettement plus que les 2,6 % de croissance sur la même période en 2025. Alors que la crise au Moyen-Orient avait entraîné des révisions à la baisse des projections de croissance pour 2026, la fin du conflit ainsi que la résilience de l'économie dominicaine lors de ces cinq premiers mois de l'année pourraient amener les différentes institutions à revoir leurs chiffres à la hausse. Par exemple, la Banque mondiale, qui projetait en janvier 2026 une croissance à 4,5 % pour 2026, avait diminué sa projection de 0,9 p.p. (3,6 %) en avril 2026. Aujourd'hui, Citibank projette une croissance à 4,0 % pour 2026, reflétant l'amélioration de la situation économique du pays, après une croissance de seulement 2,1 % en 2025.

**La République dominicaine estime à 23,7 Md USD les besoins d'investissement pour atteindre ses objectifs d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et lance sa Stratégie nationale de financement climatique (ENFC).** Le gouvernement dominicain a présenté la troisième actualisation de sa contribution nationale déterminée (NDC 3.0), qui fixe les objectifs et les mesures prévues pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) du pays et l'adapter aux effets du changement climatique. La République dominicaine vise une réduction des GES de 28 % pour 2030 par rapport au scénario tendanciel. Cette réduction se décompose en 8,5 % constituant un engagement inconditionnel (financé par des ressources nationales) et 19,5 % subordonnés à l'accès à un financement extérieur, au transfert de technologies, au renforcement des capacités et à la coopération internationale. Le financement des différentes mesures occupe une place centrale dans la NDC, pleinement intégrée au Système national d'investissement public (SNIP), au Plan d'investissement pour l'action climatique (PIAC-RD) et à une future Stratégie nationale de financement climatique (ENFC). Par rapport à beaucoup d'autres pays en développement, la République dominicaine se distingue par une sophistication financière relativement élevée, la NDC mentionnant par exemple la finance mixte (« *blended finance* »), les obligations vertes et les mécanismes de paiement par résultats. Le pays mise aussi très fortement sur les bailleurs et les appelle à financer en priorité des projets d'adaptation. En effet, en tant que petit Etat insulaire en développement (PEID), le pays est particulièrement vulnérable face au dérèglement

climatique, qui empire son exposition aux ouragans, à l'érosion côtière, aux sargasses et à la montée des eaux.

## Sainte-Lucie

**Le secteur privé saint-lucien affiche une amélioration de ses performances au T1 2026 après la contraction de l'économie en 2025, mais sans véritable reprise de l'activité.** Selon un rapport de la Chambre de commerce de Sainte Lucie, 57 % des entreprises estiment avoir enregistré de meilleures performances en 2025 qu'en 2024, tandis que 48 % déclarent une hausse de leurs ventes au premier trimestre 2026. Les entreprises demeurent toutefois confrontées à des contraintes importantes. La hausse des coûts d'exploitation et les difficultés de recrutement de main-d'œuvre qualifiée continuent de peser sur leur activité : près de 80 % des entreprises ont maintenu leurs effectifs inchangés au cours du trimestre, les tensions sur le marché du travail étant susceptibles de limiter les projets d'expansion. Si les perspectives d'investissement restent relativement favorables, avec près d'une entreprise sur deux prévoyant d'accroître ses dépenses d'investissement, les insuffisances des infrastructures, les enjeux de sécurité ainsi que la qualité des services portuaires et aéroportuaires continuent de freiner la compétitivité et soulignent la nécessité d'améliorer l'environnement des affaires. Selon la Banque centrale des Caraïbes orientales, l'économie saint-lucienne devrait renouer avec une croissance modérée après le recul enregistré en 2025, avec une progression attendue du PIB de 1,4 % en 2026, puis de 2,0 % en 2027.

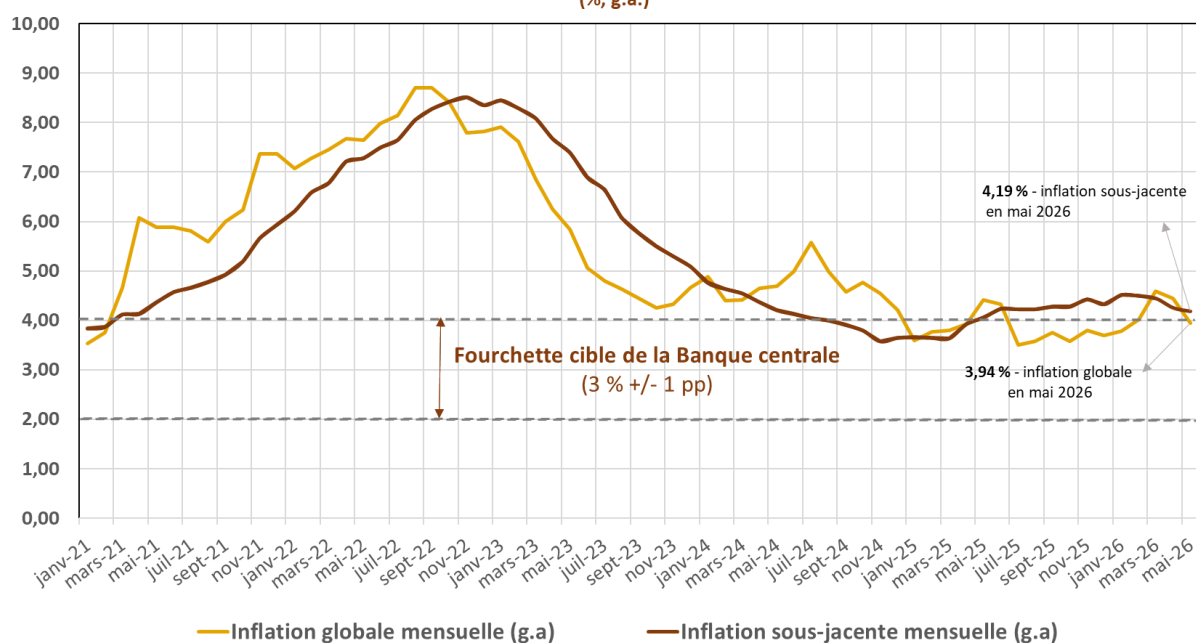
## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2025)	PIB nominal (Mds USD, 2025)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Croissance du PIB 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2026, prév FMI)	Inflation (2026, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	134,4	1 832,6	3,7%	3,1%	1,4%	0,6%	1,6%	62,7%	3,9%	6,50%
Belize	0,4	3,3	9,3%	0,5%	3,5%	2,7%	2,2,%	63,2%	1,5%	2,25 %
Costa Rica	5,4	102,9	5,5 %	4,8%	4,1%	4,6%	3,6%	61,1%	-0,4%	3,25%
Guatemala	18,9	121,1	4,2%	3,5%	3,7%	4,1%	3,9%	27,6%	2,6%	3,50%
Honduras	11,2	39,7	4,1%	3,6%	3,6%	3,7%	3,3,%	43,8%	4,4%	5,75%
Nicaragua	6,8	22,2	3,6%	4,4%	3,6%	4,9%	3,8%	33,2%	3,5%	6,25%
El Salvador	6,4	37,3	3,0%	3,5%	2,6%	3,7%	3,3%	84,5%	2,5%	--
Haïti	12,7	32,1	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-2,7%	-1,7%	10,7%	23,5%	10,00%
Jamaïque	2,8	22,3	6,4%	2,7%	-0,5%	-0,1%	-1,2%	65,8%	6,1%	5,75%
Panama	4,6	90,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,4%	3,8%	57,7%	1,4%	--
République Dominicaine	11	127,9	5,2%	2,2%	5,0%	2,1%	3,7%	58,2%	5,1%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Avril 2026

### - Annexe Graphique Mexique -

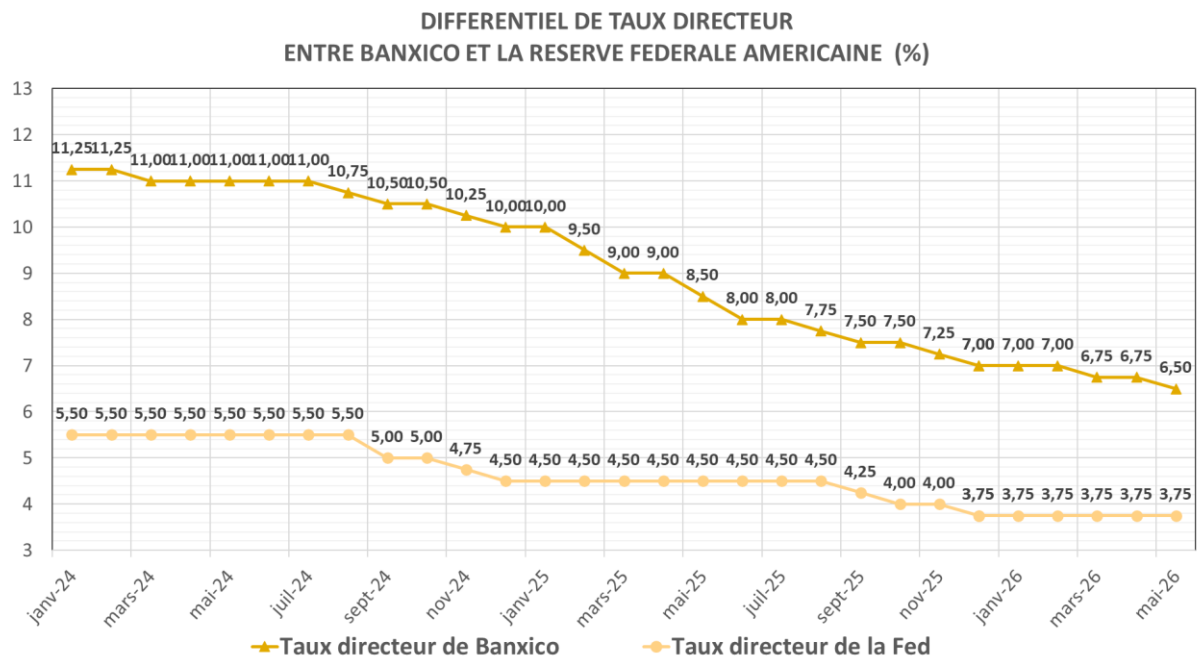
#### INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE (%, g.a.)



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325
déc-25	7,00	3,75	325
janv-26	7,00	3,75	325
févr-26	7,00	3,75	325
mars-26	6,75	3,75	300
avr-26	6,75	3,75	300
mai-26	6,50	3,75	275

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

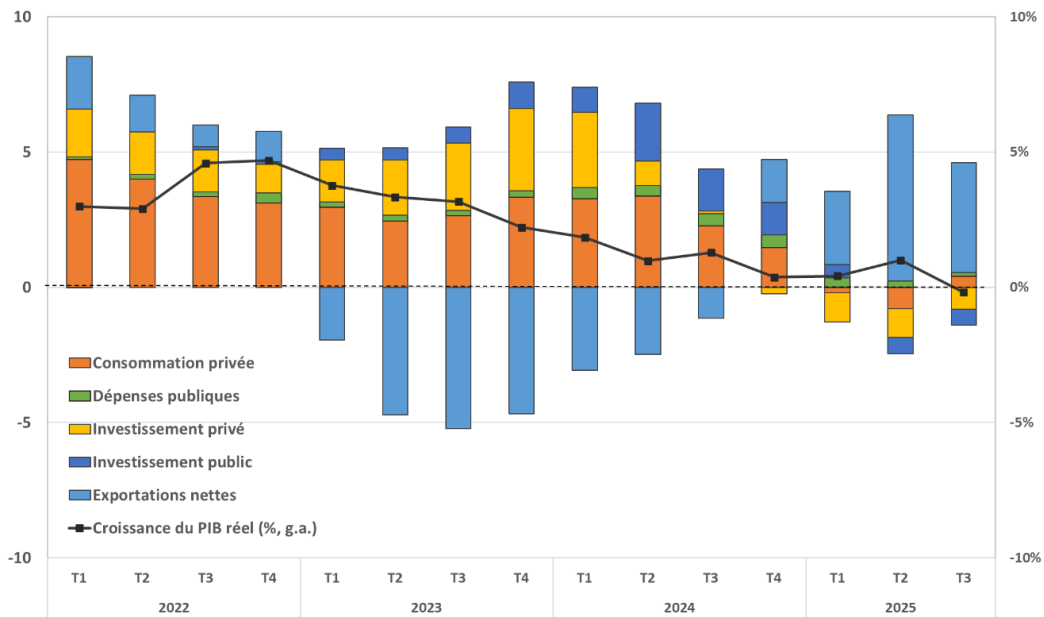
## EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

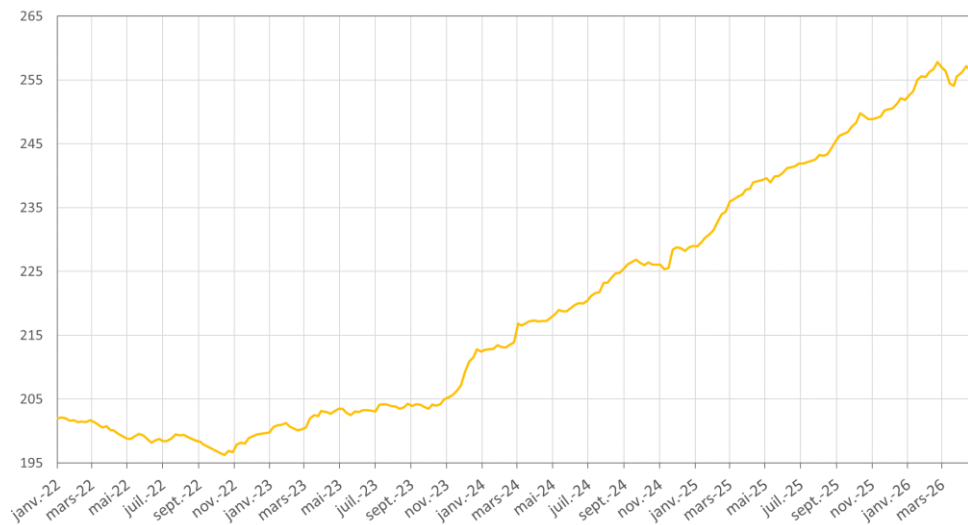
## PIB REEL ET SES COMPOSANTS

*Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)*



Source : Banque centrale du Mexique

### NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)